



Des partis de la gauche radicale européenne, la LCR et le PSL pour la Belgique, se sont rencontrés à Strasbourg au début du mois d'avril afin de constituer un pôle anticapitaliste aux élections européennes. Une [déclaration](#) a été adoptée et des activités de meetings et d'échanges communes auront lieu. Dans ce dossier, constitué par des articles parus sur le site du Nouveau Parti Anticapitaliste (France), nous présentons plusieurs de ces organisations.

## Grèce: Coalitions plurielles

**La gauche radicale grecque est aussi puissante socialement et politiquement qu'elle est fragmentée en plusieurs partis et organisations.**

Cette force de la gauche radicale s'inscrit dans une histoire de résistances et luttes sociales impressionnantes, la dernière s'incarnant dans l'explosion de la jeunesse grecque de décembre dernier. Mais il y a en toile de fond une succession de journées de mobilisations sociales appelées par un mouvement syndical lui aussi, imposant. La Grèce, enfin, se caractérise aussi par une crise politique endémique et une corruption généralisée.

C'est dans ce contexte que se débat la gauche radicale confrontée à la fois à un PASOK, parti mi social-libéral mi populiste, rongé par la corruption et à l'un des derniers partis communistes neo-stalinien de masses (KKE). Nombre

d'organisation d'extrême gauche viennent, d'ailleurs, de la crise du PC. La dureté des relations au sein du mouvement ouvrier imposé par le stalinisme grec pèse encore sur les relations entre divers groupes et organisations, même celles de la gauche radicale.. Au delà de cette caractéristique, « les gauches radicales et les gauches révolutionnaires » grecques constituent des forces considérables.

Après le KKE, il y a Synaspismos, une organisation qui couvre un spectre assez large de positions, toute une palette de courants réformistes de gauche-certains préconisant l'alliance avec le PASOK, d'autres la rejetant, au niveau national mais pas au niveau local ou régional. Synaspismos compte aussi des courants radicaux, notamment dans ses jeunessees. Synaspismos est membre du parti de la « gauche européenne » avec Die Linke et les autres partis communistes.

Elle a formé une coalition-Syryza (avec des organisations et courants révolutionnaires : le KOE, le DEA, Kokkino) qui défend une série de positions radicales, dont certaines sont ouvertement anticapitalistes. Celles ci se sont manifestées en particulier dans le soutien aux mobilisations de la jeunesse en décembre dernier.

Il y a maintenant aussi une autre coalition : Antarsia-« coalition anticapitaliste pour le renversement » qui comprend toute une série d'organisations révolutionnaires (le SEK, l'OKDE, le NAR) qui ont décidé de coopérer ensemble pour les prochaines élections européennes, dans une perspective anticapitaliste, et clairement indépendante du PASOK.

Les deux coalitions n'ont pas de relations unitaires, elles participent, néanmoins, l'une et l'autre aux réunions de la gauche anticapitaliste européenne.

## **Italie : Sinistra Critica (La Gauche critique)**

**Sinistra critica est un mouvement politique né pour contrer la dérive gouvernementaliste et modérée de la gauche italienne, d'abord en luttant, au sein du Parti de la Refondation Communiste (PRC), pour que ses dirigeants ne dilapident pas la possibilité de reconstruire une gauche clairement anticapitaliste, ouverte aux luttes et aux mouvements, pour une alternative réelle aussi bien aux droites qu'à**

## la gauche libérale.

Lorsque la majorité du PRC a décidé d'abandonner ce chemin et de participer au gouvernement du pays avec les forces social-libérales (le gouvernement Prodi de 2006), appuyant ainsi de fait une politique de subordination aux exigences du patronat, à la guerre impérialiste et aux diktats du Vatican, Sinistra Critica n'a pas renoncé à ses positions.

C'est pour cette raison, que son élu au sénat, Franco Turigliatto, a été exclu du PRC, étant déclaré « incompatible avec le PRC » par sa direction, pour avoir voté contre la présence des bases de l'OTAN en Italie et contre la participation de l'Italie aux missions militaires en Afghanistan et au Liban. « Incompatibles avec la guerre et le néolibéralisme », tel est le

slogan qui, en réponse à cette décision, a marqué la naissance de Sinistra Critica comme organisation indépendante, recueillant des milliers de militants du PRC déçus par son tournant gouvernementaliste, mais aussi de très nombreux militants des mouvements sociaux, des luttes étudiantes, des syndicats de base et contre la concertation, des mouvements féministes, antiracistes, pacifistes...

Sinistra Critica est aujourd'hui une organisation politique nouvelle, qui travaille dans la difficile situation politique et sociale italienne, pour maintenir ouvert un espace politique : celui de la reconstruction d'une gauche anticapitaliste large, enracinée dans la société, entièrement impliquée dans les mouvements, forte de l'entrée en scène déterminante des nouvelles générations - féministe, écologiste, communiste.

La gauche italienne, et le PRC en premier lieu, a été dévastée par sa participation au gouvernement Prodi et elle ne sait toujours pas aujourd'hui comment sortir de sa crise de crédibilité, de militantisme, d'enracinement social.

Sinistra critica, tout étant consciente de ses propres limites, continue le chemin long et difficile de la reconstruction d'une gauche qui soit vraiment utile, car elle se bat pour un autre monde, dénonce la barbarie capitaliste et ne fait pas de compromis avec le système. Une gauche qui pense que « ce sont les patrons et les banquiers qui doivent payer cette crise » et non pas les travailleurs, les précaires, les jeunes, les femmes, les immigrés.

Pour s'opposer à la violence des attaques sociales, des campagnes racistes et autoritaires du gouvernement Berlusconi, renforcé par le suicide des gauches italiennes, il faut dénoncer haut et fort le caractère « de classe » de ces politiques et agir pour qu'apparaisse clairement la nécessité d'une bataille anticapitaliste cohérente.

C'est dans cet esprit que Sinistra Critica participe à la construction d'une gauche anticapitaliste européenne qui fasse également émerger un pôle anticapitaliste à échelle continentale. Mais elle n'a pas réussi à réunir les conditions légales pour se présenter aux élections européennes.

**Etat espagnol : Izquierda  
Anticapitalista (La Gauche  
Anticapitaliste)**

**La Gauche Anticapitaliste (IA) est une organisation se définissant comme révolutionnaire, anticapitaliste, internationaliste, alternative, féministe, écologiste et s'efforçant d'impulser les luttes contre toute forme d'exploitation, d'oppression et de domination, que ce soit pour des raisons de genre, d'orientation sexuelle, de nationalité ou encore de culture.**

Elle oeuvre à la construction d'une alternative anticapitaliste dans l'Etat

espagnol, indépendante du social-libéralisme et des forces satellisées par lui, mettant à l'ordre du jour la rupture avec les actuelles politiques et se positionnant au coeur des luttes sociales. Elle cherche à contribuer à la mise en place d'un outil de lutte efficace au service des secteurs populaires face à la mondialisation capitaliste.

Il faut lutter pour remettre au premier plan la nécessité d'une rupture révolutionnaire permettant d'engager la construction d'une société socialiste autogestionnaire, libérée de

l'exploitation, de l'aliénation et de l'oppression, en harmonie aussi avec la nature, où tout le monde puisse participer d'une façon démocratique et pluraliste au choix d'un nouvel avenir collectif.

La gauche ne part jamais de rien, au contraire, la mémoire collective et l'expérience du passé rendent possibles les projets et les rêves tournés vers l'avenir. Voilà pourquoi la Gauche Anticapitaliste cherche à faire sienne les apports du marxisme révolutionnaire, de l'écologie et du féminisme tout en s'efforçant de tirer,

pour l'avenir, des leçons des processus révolutionnaires et d'émancipation – autant de leurs succès que de leurs erreurs - ainsi que de l'histoire des mouvements sociaux et de leurs organisations. Et cela afin d'échapper aux erreurs et aux dogmatismes.

Izquierda Anticapitalista est présentes dans les principales villes, régions et nationalités de l'Etat espagnol, à Madrid, Barcelone, l'Andalousie, Euskadi, la Galice.. Les militants de sont aussi présents dans les mouvement sociaux et les syndicats

# de travailleurs.

La Gauche Anticapitaliste est une organisation internationaliste. La crise actuelle ne fait que renforcer la nécessité de mettre au point une réponse internationale. Voilà pourquoi elle est partie prenante des efforts de mise en place d'un front anticapitaliste européen et international, à travers sa participation à diverses rencontres, réunions et conférences internationales.

Izquierda Anticapitalista a mené une campagne des plus actives pour se présenter lors des prochaines élections européennes. Elle a recueilli plus de 15.000 signatures de citoyens et plusieurs dizaines d'élus qui lui permettront de se présenter et de faire campagne.

Deux meetings sont prévus à Barcelone et Madrid avec Olivier Besancenot.

**Portugal : Le Bloco de Esquerda (Bloc de Gauche)**

**Le Bloc de Gauche (Bloco de Esquerda) est né en 1999 de la convergence de trois courants politiques : l'Union Démocratique Populaire (UDP), d'origine maoïste, le Parti Socialiste Révolutionnaire (PSR), membre de la IV<sup>o</sup> Internationale, et un courant issu du Parti Communiste.**

Cette dynamique de rassemblement de la gauche anticapitaliste et les caractéristiques propres du champ politique portugais (maintien d'un Parti Communiste très stalinien, au lent déclin, absence des Verts, loi électorale avec proportionnelle) vont permettre au BE, en s'appuyant sur des luttes sociales significatives, d'occuper très rapidement une place importante.

Dès les législatives de 1999, le BE réalise une petite percée avec 2,5% des voix. A la présidentielle de 2001, son candidat, F. Rosas, obtient 3%, pour 5% au candidat du PCP. Il obtient ses premiers élus locaux aux municipales de fin 2001, en étant présents sur 70 des 308 scrutins, soit près de la moitié de l'électorat. Plusieurs dizaines de candidats seront élus, sur différents types de

mandats, la loi électorale étant assez complexe.

La progression du BE se poursuit aux législatives de 2002 (2,7% et 3 députés), aux élections européennes de 2004, avec 4,9% et un député. Puis c'est la percée spectaculaire des législatives de 2005 : alors que la droite s'effondre, les progrès du PS ne freinent pas ceux du BE qui

obtient 8 députés avec 6,38%.

Ce succès se confirmera à la présidentielle de 2006, malgré un contexte moins favorable, avec les 5,3% de son candidat, Francisco Louça.

Aujourd'hui, le BE, qui compte autour de 7000 membres, est la cinquième force politique du

pays. Ces dernières années, il a mené de vigoureuses campagnes, en s'appuyant sur la popularité de ses élus, et notamment de F. Louça et de L. Fazenda : pour la dépénalisation de l'avortement, pour l'abolition du secret bancaire, contre la guerre et l'impérialisme. Le Bloco a, aussi, adopté lors de son dernier congrès une position de refus de participation à un gouvernement avec le PS et le centre gauche.

« Le projet du PS pour 2009 est dans la continuité des politiques qui ont conduit au développement du chômage, de la précarité et de la pauvreté, que ce soit pour obtenir une majorité absolue ou pour recourir à la formation d'un bloc du centre. Casser cette majorité absolue du PS et combattre la politique du bloc du centre constitue la stratégie de la gauche socialiste.

C'est pourquoi il ne participera pas à un gouvernement avec le PS, parce que les programmes sont contradictoires. Il n'acceptera aucune collaboration avec un gouvernement, du PS ou du bloc du centre, car quatre années de gouvernement Socrates (PS portugais) ont démontré que ces politiques doivent être battues.»

Au plan international, le BE a participé dès sa naissance aux différentes rencontres de la gauche anticapitaliste européenne, et participant activement, aux côtés du NPA, à la préparation des initiatives. Il participe aussi au parti de la gauche européenne.

Le NPA était représenté au congrès du BE qui s'est tenu à Lisbonne, les 7 et 8 février, en

même temps que le Bloco participait au congrès fondateur du NPA.

Le Bloco a un député européen sortant. Il présente une liste pour les prochaines élections européennes.

**Ecosse : Le Scottish Socialist Party**

**Le SSP a été fondé en 1999, avec d'autres courants plus petits venant du Parti Travailleuse, du PC, de la gauche nationaliste écossaise et du trotskisme, ainsi qu'avec un nombre important de militants indépendants.**

En 2003, après avoir obtenu 130 000 voix et six députés au parlement écossais, le SSP était reconnu comme l'opposition de gauche au Parti Travailleiste en Ecosse. L'Ecosse a environ 5 millions d'habitants.

Ce projet a subi un sérieux recul du fait d'une scission intervenue en 2006.

Affaibli, le SSP a cependant récupéré peu à peu des forces. Un point d'inflexion a été l'élection législative partielle du 24 juillet 2008 à Glasgow Est, où sa candidate est arrivée en tête des candidats de la gauche, obtenant deux fois les votes des Verts (qui ont

2 députés).

Les membres du SSP participent activement aux campagnes anti-guerre, contre le nucléaire, en défense des droits de femmes, des homosexuels et des sans-papiers, en défense des services publics (éducation, santé

et contre les privatisations). Pendant deux ans ils ont joué un rôle important dans la lutte qui a réussi à empêcher la municipalité d'Edinburgh de démolir le quartier populaire de Cannongate, déclaré patrimoine historique par la UNESCO, pour le vendre aux entreprises de la construction.

Le NPA étant invité au congrès du SSP qui s'est tenu récemment. Les principaux points de l'ordre du jour du congrès étaient, d'une part, la politique internationale et la participation aux élections européennes ; et d'autre part la réorganisation du SSP, dont les modalités

d'organisation et le journal, dans le cadre de son retour sur la scène politique écossaise.

Il y a eu un débat sur la participation ou non aux élections européennes. Le Congrès a voté d'y participer par deux tiers des voix. Un vote

beaucoup plus serré à marqué la décision de ne pas soutenir la liste du RMT—une initiative syndicale avec la participation du PC et du CWI, qui propose une version de gauche des tendances anti-européennes qui existent dans les îles britanniques.

# **Danemark : L'alliance Rouge-Verte**

**L'Alliance  
Rouge-Verte est un  
parti socialiste  
démocratique dont  
l'objectif est de  
combinaer une**

**orientation politique  
pour le changement  
social avec une  
orientation politique  
pour résoudre les  
grands problèmes  
environnementaux  
tant au niveau  
national qu'au niveau  
international.**

Nous nous opposons à la mondialisation menée par les grandes entreprises, aux politiques néolibérales et aux privatisations, et nous nous battons pour un secteur public dans lequel les populations

et non le profit sont au centre des préoccupations. C'est pourquoi nous avons comme slogan depuis des années « Le peuple, pas le profit ». En tant que parti démocratique, nous sommes favorables à l'extension des droits

humains et  
démocratiques. Par  
conséquent, nous nous  
opposons à la  
soi-disant « guerre  
contre le terrorisme »  
menée par les  
Etats-Unis, qui restreint  
ces droits.

Actuellement les trois priorités politiques principales de l'Alliance Rouge-Verte sont la redistribution économique, une politique énergétique durable et la garantie des droits civiques de base.

Parce qu'elle croit à la construction du socialisme par en bas, l'Alliance Rouge-Verte met la priorité sur les mouvements extra-parlementaires – en particulier les mouvements syndicaux

et étudiants – mais se présente aussi aux élections parlementaires nationales et locales. Aux élections du 13 novembre 2007 nous avons obtenu 2,2% des voix et 4 sièges au parlement national (Folketinget).

Aux élections municipales et régionales du 15 novembre 2005, des membres de l'Alliance ont été élus aux conseils municipaux de 14 villes, parmi lesquels 6 membres et 9,5% des

voix dans le bastion du parti à Copenhague. L'un des sept maires de la ville (responsable pour les affaires sociales) y est un membre de l'Alliance. Nous avons également des membres dans 4 des 5 conseils régionaux.

L'Alliance Rouge-Verte a été formée en 1989 par trois partis de gauche : le Parti Socialiste de Gauche, le Parti Communiste du Danemark et le Parti Socialiste des Travailleurs, et par des

socialistes  
indépendants.

Aujourd'hui l'Alliance  
Rouge-Verte a plus de  
4 500 membres dont  
une majorité n'a jamais  
été membre des  
organisations

fondatrices, et travaille main dans la main avec les 1 000 membres du Front de la Jeunesse Socialiste – dont de nombreux membres sont aussi membres de l'Alliance Rouge-Verte.

L'Alliance Rouge-Verte s'oppose à la construction de l'Union Européenne, que nous considérons être un instrument du capitalisme européen, et particulièrement à la construction d'un État européen et à l'établissement d'une

# armée européenne.

Aux élections  
européennes l'Alliance  
Rouge-Verte présente  
des candidats des deux  
mouvements critiques  
de l'EU le Mouvement  
de Juin et le

Mouvement des  
Peuples contre l'UE. Le  
leader du Mouvement  
des Peuples et  
actuellement député  
européen est Soren  
Sondergaard,  
anciennement député  
de l'Alliance  
Rouge-Verte au  
parlement national.

# **Suède : Socialistiska Partiet (Parti Socialiste)**

**Le Parti Socialiste  
est un jeune parti  
dont les racines  
plongent dans la**

**rébellion de la  
jeunesse de la fin  
des années 1960.  
Aujourd'hui, une  
nouvelle  
génération se  
tourne vers notre  
organisation.**

Actuellement, le  
Parti Socialiste  
compte quelques  
centaines de  
membres actifs dans  
toute la Suède et  
nous sommes  
présents dans une  
vingtaine de villes et  
nous avons une

certaine influence  
dans certains  
syndicats,  
principalement dans  
différentes usines  
Volvo dans tout le  
pays. Notre ambition  
est de construire un  
parti des travailleurs  
non-bureaucratique,

où les décisions sont prises de manière démocratique.

La nécessité d'un parti révolutionnaire des travailleurs dans un pays plutôt riche

comme la Suède  
peut ne pas paraître  
évidente. Mais la  
perspective  
nationale sur  
laquelle repose un  
tel rejet de la  
nécessité de la  
révolution est en fait  
trompeuse. Depuis

la fin de la seconde  
guerre mondiale, la  
Suède a aidé à  
former une  
organisation  
impérialiste sous la  
coupe du leader  
capitaliste  
incontesté, les  
Etats-Unis

d'Amérique. Cette organisation capitaliste globale a assuré l'exploitation accrue de ce qu'on appelle le « tiers-monde », une opération qui continue et qui profite à des

entreprises  
multinationales  
suédoises, et, en  
dernier ressort, à  
des sections  
importantes de la  
population suédoise.  
C'est en particulier le  
cas des  
bureaucrates qui

dirigent les syndicats  
et les deux gros  
partis parlementaires  
de gauche, les  
Sociaux-Démocrates  
, et le Vänsterpartiet  
(Parti de Gauche).  
Notre ambition est  
de construire un parti  
des travailleurs

non-bureaucratique,  
où les décisions sont  
prises de manière  
démocratique. Nous  
pensons que cela  
empêchera le parti  
de devenir étranger  
à la classe ouvrière.

Les efforts pour unir les Etats européens à travers l'Union Européenne ne donnent pas de solutions aux problèmes mentionnés plus haut. Il n'y a que des contradictions

mineures entre l'UE  
et les USA ; l'intérêt  
commun de  
maintenir le système  
capitaliste global  
rejette clairement  
dans la pénombre  
les éventuels  
désaccords entre les  
deux puissances

impérialistes. De plus, l'UE n'est aucunement plus « progressiste » que les USA. L'Union Européenne a été depuis le début un projet de la classe dominante européenne dans

l'intention de  
renforcer  
l'exploitation de la  
classe ouvrière  
européenne et  
mondiale. C'est  
pourquoi au Parti  
Socialiste, avec nos  
partis-frères dans  
d'autres pays

d'Europe, nous  
formons un front uni  
contre l'UE.

Le niveau de vie  
relativement élevé  
que le capitalisme a  
pu offrir au peuple

suédois est la raison principale pour laquelle les sept partis présents au parlement suédois (Sociaux-Démocrates et Parti de Gauche inclus) peuvent être décrits comme pro-capitalistes. Il

faut donc un  
nouveau parti  
anticapitaliste ainsi  
qu'une résistance  
organisée, non  
seulement contre un  
gouvernement  
spécifique ou une  
entreprise  
spécifique, mais

contre le capitalisme  
mondial.

Pour remporter la  
victoire sur le  
capitalisme organisé  
au niveau mondial, il  
faut une classe

ouvrière organisée  
au niveau mondial.  
Ce n'est qu'en  
coordonnant la lutte,  
et en étant unis  
contre notre  
oppresseur commun  
que nous pouvons  
réussir.

C'est pourquoi nous  
avons décidé de  
nous opposer au  
capitalisme dans une  
campagne avec  
d'autres forces  
anticapitalistes de  
toute l'Europe lors

# des prochaines élections européennes.

En Suède nous nous  
nous présenterons  
aux élections sur  
une plate-forme

commune avec les Socialistes du Parti de la Justice (Rättvisepartiet Socialisterna) et des candidats indépendants. Le nom de la plateforme est Initiative des Travailleurs. La

plate-forme et la campagne ont déjà gagné le soutien de représentants de syndicats locaux petits mais importants, principalement au sein du syndicat des métallurgistes (IF

Metall).

**Pologne :  
Polska Partia  
Pracy (Parti  
polonais du  
travail)**

**Le PPP est né il y a quelques années en 2001. C'est à partir du syndicat « Sierpen 80 » (Août 80) que ce parti a commencé à se**

**construire pour  
donner une  
nouvelle  
représentation  
politique aux  
travailleurs.**

Dans les années  
90 avec la  
restauration du  
capitalisme, les  
syndicats dont «  
Solidarnosc »», qui  
s'étaient opposés  
au régime  
bureaucratique

stalinien, ont  
pratiquement tous  
accompagné les  
politiques libérales  
des différents  
gouvernements,  
sociaux  
démocrates ou de  
droite, qui se sont

succédés. Depuis, toutes les mesures ont consisté à casser tous les acquis sociaux, les services publics, à privatiser à tour de bras. Alors que les

partis au pouvoir  
soumettaient le  
pays au dogme du  
libéralisme, la  
précarité, la  
pauvreté ne  
cessaient de  
progresser.

Né de la volonté  
de construire un  
outil politique  
efficace au service  
des travailleurs, le  
PPP a commencé  
à agir dans ce

contexte, avec la  
volonté de  
construire un  
mouvement de  
résistance à  
l'exploitation : la  
question des bas  
salaires, des  
mauvaises

conditions de travail, de la multiplication des contrats précaires (que les Polonais appellent « contrat poubelle »), de la protection sociale ou des retraites,

est au coeur de  
l'activité de ce  
parti.

Aujourd'hui les  
structures du PPP  
existent dans 14

Voïvodies  
(départements) sur  
17 et sont  
également  
présentes dans la  
plupart des villes  
principales,  
l'implantation étant  
particulièrement

forte au sein de la Silésie, au sud de la Pologne, vieux bastion ouvrier et industriel du pays. En ce qui concerne la part des ouvriers parmi les membres du

parti, le PPP occupe la première place en Pologne. Il recrute parmi les mineurs, les sidérurgistes, les ouvriers de l'automobile mais aussi parmi les

personnels des  
supermarchés.

Dès qu'une lutte  
éclate, que des  
militants du PPP  
en soient ou pas

les instigateurs, le Parti est présent pour soutenir les grévistes. Depuis plusieurs années, le Parti Polonais du Travail participe activement à tous les mouvements

sociaux importants  
en Pologne. On  
les retrouve tant  
aux côtés des  
mineurs que des  
femmes dans leur  
lutte pour le droit à  
l'avortement ou  
contre la

participation des  
troupes polonaises  
à l'intervention en  
Irak et en  
Afghanistan, et  
contre l'installation  
en Pologne  
d'éléments du  
bouclier

# anti-missile.

Présents aussi aux  
élections, le PPP,  
seul parti  
extra-parlementair  
e à avoir présenté

des listes dans  
toutes les  
circonscriptions, a  
obtenu, aux  
élections  
législatives en  
2007, 160.476  
voix, soit 0,99 %  
au niveau national,

dont près de 2 %  
en Silésie et ce  
malgré un blocus  
total de  
l'information dans  
les grands médias.

Pour les élections européennes à venir, le PPP exigera l'arrêt des privatisations et des « réformes » néolibérales, la gratuité de l'éducation et de la

santé, le retrait  
des armées  
polonaises d'Irak  
et d'Afghanistan, la  
semaine de travail  
de 35 heures, le  
salaire minimum à  
hauteur de 68% de  
la moyenne

nationale, entre  
autres  
revendications. Le  
PPP se réclame  
des traditions du  
mouvement  
ouvrier polonais et  
prône la  
collaboration avec

# les partis de la gauche anticapitaliste à l'étranger.

C'est aussi pour  
cela que des

relations étroites  
se sont nouées  
entre le PPP et le  
NPA ces derniers  
mois. Et comme  
aime à le dire  
Boguslaw Zieteck,  
son président, le  
PPP ressemble au

**NPA : un parti  
construit « par le  
bas » et  
résolument  
anticapitaliste.**

**Belgique: des  
listes**

# **anticapitalistes aux élections européennes et régionales**

## **Le 7 juin prochain, les**

**élections  
européennes  
coïncideront en  
Belgique avec  
des élections  
régionales dans  
un Etat fédéral  
qui a connu**

**récemment sa  
plus longue  
tourmente  
institutionnelle.**

**Mais, avec la**

# crise du capitalisme, les « querelles communautaires » entre les partis traditionnels francophones et néerlandophone

s sont désormais  
passées à  
l'arrière-plan. Le  
pays étant très  
dépendant du  
marché  
international,  
cette crise frappe

durement une  
série de  
secteurs-clé  
comme  
l'industrie  
automobile et la  
sidérurgie, où la  
production a été

réduite de 71%.  
Depuis le mois  
de septembre  
2008, plus de  
15.000 emplois  
ont été  
supprimés dans  
tout le pays et

les prévisions  
pour 2009 sont  
pires: 60.000  
pertes d'emplois  
et 100.000  
personnes  
supplémentaires  
au chômage. Un

ouvrier sur trois  
est aujourd'hui  
en chômage  
temporaire.

Comme ailleurs,

si le  
gouvernement a  
rapidement  
injecté 22  
milliards d'euros  
pour sauver les  
banquiers, il  
refuse de

satisfaire les  
besoins sociaux  
de plus en plus  
criants. Malgré  
cette situation,  
les directions  
des deux  
puissants

syndicats FGTB  
(socialiste) et  
CSC (chrétien)  
sont totalement  
passives;  
aucune  
perspective de  
lutte sérieuse

n'est envisagée.  
Seule l'aile  
wallonne du  
syndicat FGTB  
mène  
actuellement une  
intéressante  
campagne de

sensibilisation  
anticapitaliste,  
mais elle ne se  
traduit pas  
encore sur le  
terrain de  
l'action.

C'est dans ce  
contexte que la  
Ligue  
Communiste  
Révolutionnaire  
(LCR, section

belge de la IVe  
Internationale)  
se présente aux  
élections afin de  
défendre trois  
axes; 1° La  
nécessité, en  
Belgique comme

dans toute  
l'Europe, d'une  
mobilisation  
sociale  
d'ensemble pour  
empêcher que la  
population paye  
les

conséquences  
d'une crise dont  
elle n'est pas  
responsable. 2°  
Un plan  
d'urgence  
sociale et  
écologique, pour

interdire les  
licenciements,  
augmenter les  
salaires, réduire  
le temps de  
travail, défendre  
et étendre les  
services publics

et nationaliser  
les banques,  
l'énergie, etc. 3°  
Une alternative  
globale et  
anticapitaliste  
pour en finir avec  
un système qui

génère les  
crises, la misère,  
les catastrophes  
écologiques et la  
guerre. Une  
alternative non  
capitaliste et non  
productiviste;

# l'écosocialisme.

Depuis des  
années, la LCR  
prône la  
construction

d'une nouvelle  
force politique  
anticapitaliste à  
gauche du PS et  
des Verts. Face  
à l'absence  
d'une  
perspective

concrète pour la  
réaliser à la  
veille des  
élections, elle  
avait plaidé pour  
que se réalise un  
front électoral  
unitaire des

principales  
organisations de  
la gauche  
radicale et  
anticapitaliste.  
Mais les  
démarches  
entreprises dans

ce sens envers  
le PTB (Parti du  
Travail de  
Belgique,  
maoïste,  
principal parti à  
«gauche de la  
gauche») et le

PC ont été  
infructueuses. La  
question de  
bases politiques  
clairement  
anticapitalistes,  
de la nécessité  
de rompre avec

**l'Union  
européenne, les  
méthodes de  
négociation et le  
temps imparti ont  
pesé sur le  
processus de  
discussion et**

n'ont pas permis  
d'obtenir un  
accord pour une  
liste unitaire  
large.

Malgré tout, aux élections européennes, la LCR se présente avec le PSL (Parti Socialiste de Lutte, l'équivalent belge

de la Gauche  
Révolutionnaire  
au sein du NPA).  
Au-delà des  
divergences, bon  
nombre de  
revendications et  
d'exigences

fondamentales  
sont communes,  
ainsi qu'une  
analyse  
sensiblement  
convergente de  
la situation  
présente. Tout

comme la LCR,  
le PSL participe  
également aux  
rencontres  
internationales  
de partis de la  
gauche radicale  
afin de constituer

un pôle  
anticapitaliste  
européen. Une  
liste unitaire  
«LCR-PSL» a  
donc été  
constituée, sur  
base d'une

déclaration  
politique et avec  
du matériel et  
des activités  
communs, tout  
en permettant à  
chaque  
organisation de

mener sa propre  
campagne de  
façon autonome,  
avec son  
programme et  
ses  
revendications  
spécifiques.

Ensemble, la  
LCR et le PSL  
ont récolté plus  
de 7.500  
signatures  
d'électeurs/trices  
afin de pouvoir  
légalement

participer au  
scrutin. La tête  
de liste est  
Céline Caudron  
(LCR), 28 ans,  
militante  
féministe.

En outre, pour  
les élections au  
Parlement de la  
Région de  
Bruxelles-Capital  
e, une unité

large a été  
réalisée à ce  
niveau puisque  
les sections  
régionales du  
PC, du PSL, de  
LCR et du Parti  
Humaniste, se

sont  
rassemblées sur  
une même liste  
sur base d'une  
plateforme  
clairement  
anticapitaliste.

La LCR et le  
PSL veulent  
avant tout utiliser  
ces élections  
comme une  
tribune pour

populariser la  
nécessité des  
lutttes, d'un plan  
d'urgence  
sociale et d'une  
rupture avec  
cette Europe du  
capital. Tant la

LCR que le PSL  
insistent sur le  
fait que la  
question d'une  
nouvelle force  
politique en  
Belgique, à  
l'image du NPA,

se posera avec  
de plus en plus  
d'acuité dans les  
mois à venir.

Dans cette  
perspective,  
l'émergence de  
mobilisations

sociales  
d'ampleur pour  
faire payer la  
crise aux  
capitalistes sera  
déterminante.

# Ataulfo Riera